



LE NUCLÉAIRE ET SES LUTTES

QUELQUES JALONS HISTORIQUES

par Marie-Christine Gamberini

Suivant la chronologie proposée par Jean Pignero *nous sommes en l'An 121 de l'ère atomique*

An zéro : découverte des rayons X par l'Allemand Röntgen

1895

Henri Becquerel découvre la radioactivité naturelle de l'uranium, métal isolé en 1789 par l'Allemand Klaproth. Cocorico ! La famille Curie achèvera de placer l'atome au panthéon de la mythologie scientiste française. Les utilisations sont d'abord ludiques, médicales et cosmétiques mais les autres (mutation des plantes, ionisation des aliments... et bien sûr énergie) arriveront très vite sur le papier. Les premières alertes (dès 1896 aux USA) et luttes sont dues aux radiologues (premiers touchés) et aux biologistes (dégâts génétiques)	Découverte du polonium et du radium (Marie Curie)	Prix Nobel de <i>physique</i> à Becquerel et aux époux Curie. Georges Bohn démontre que les radiations ionisantes peuvent aussi avoir des effets nocifs tardifs	Les biologistes Bergonier et Tribondeau montrent que les cellules sont d'autant plus sensibles aux rayonnements que l'activité de reproduction est grande et la capacité de reproduction conservée plus longtemps. Principales revendications : - <i>Limitation des expositions aux rayons X et au radium, puis à l'ensemble des rayonnements ionisants</i> - <i>Restriction des usages au domaine médical et civil</i>	Prix Nobel de <i>chimie</i> à Mme Curie	Brevetage du paratonnerre à tête radioactive. La fabrication des paratonnerres au radium ne cessera qu'en 1987
1896	1898	1903	1906	1911	1914

Sur le front, les « petites Curies » (véhicules radiologiques) d'Irène et Marie contribuent à populariser les rayons	Hermann Joseph Müller met au point une technique de <i>mutagenèse par rayons X</i> (des drosophiles) qui lui vaudra en 1946 le prix Nobel de physiologie ou médecine. Il est ainsi le premier à démontrer que les radiations ionisantes induisent des altérations génétiques	L'année de la création du Front populaire, invention de la radioactivité artificielle , qui vaudra aux Joliot-Curie le prix Nobel de chimie en 1935. Frédéric Joliot annonce alors la perspective de « transmutations à caractère explosif », qu'il fera breveter en 1939	Inauguration à Hambourg d'un monument aux radiobiologistes (sur l'histoire des instances de « radioprotection » internationales, voir Yves Lenoir, <i>La Comédie atomique</i>)	Invention du plutonium par le chimiste Glenn Seaborg. Pendant le projet Manhattan (bombe atomique), opposition de rares physiciens et début du modèle de coopération public-privé (avec DuPont, etc.)	La <i>première pile atomique</i> est mise au point à Chicago par Enrico Fermi. Joliot adhère au PCF. Il sera membre du Comité central en 1956	Après l'explosion de « Little Boy » (6 août, à l'uranium) et de « Fat Man » (9 août, au plutonium) au-dessus de Hiroshima et Nagasaki , divergence au sein de l' <i>Atomic Bomb Casualty Commission</i> entre les médecins, qui réclament des <i>études épidémiologiques</i> , et les biologistes, qui les trouvent au mieux inutiles (ils en savent déjà assez). Dans la presse française, le 8 août, Albert Camus sera le seul à ne pas s'enthousiasmer
1914-18	1927	1934	1936	1940	1942	1945

Fermi propose le concept de <i>surgénérateur</i> . 18 octobre : création par de Gaulle du Commissariat à l'Energie Atomique. Joliot en sera le premier Haut Commissaire avant d'être révoqué en 1950	Contestations croissantes de la course aux armements USA-URSS dans le cadre de la Guerre froide : s'y ajoutent le Mouvement de la paix (PCF) et des physiciens repentis (Oppenheimer...) affolés par la bombe H (à l'hydrogène). Au sein du mouvement pacifiste, tout le monde n'est pas contre les usages « civils », dits pacifiques. Ce que l'on retrouvera, inversé, dans les années 1970 où les opposants aux centrales nucléaires ne veulent pas tous le renoncement au nucléaire militaire, puis dans d'autres luttes (opposants à l'enfouissement pas tous antinucléaires ; antinucléaires pas tous anti-THT...)	Inauguration de Zoé, première pile atomique française (eau lourde, plutonigène)	Première bombe A soviétique (22 kilotonnes)	Appel de Stockholm , lancé par le Mouvement de la paix : « <i>Nous exigeons l'interdiction absolue de l'arme atomique, arme d'épouvante et d'extermination</i> »	Première bombe A britannique (îles Montebello, Australie). Première bombe H américaine (atoll d'Eniwetok, 10 mégatonnes)	En décembre à l'ONU, discours Atoms for peace d'Eisenhower. Lutte contre l'ERS, examen radioscopique systématisé après la découverte de « tuberculoses florides ». Il sera supprimé dans les maternelles en 1958
1946	1948	1949	1950	1952	1953	

Construction à Genève du laboratoire du Conseil Européen pour la Recherche Nucléaire, dont les liens avec le militaire sont structurels (voir Grinevald & alii, <i>La Quadrature du CERN</i>), mais que la France eût souhaité plus centré sur « l'énergétique » (discours de R. Dautry, administrateur du CEA, à Lausanne en 1949 : « <i>Un jour peut-être, avant vingt ans, la vie matérielle de l'Europe ne sera plus assurée par des millions de tonnes de charbon mais par quelques tonnes d'uranium</i> »)	Les Soviétiques sont les premiers à coupler un réacteur, Obninsk, au réseau électrique. Luttes contre les premiers réacteurs censément civils	Divergence de Marcoule G1 (G2 et G3 suivront en 59 et 60). 1^{er} programme graphite-gaz d'EDF (Chinon, Saint-Laurent, Bugey) ; production de plutonium à Châtillon. Conférence de Marion King Hubbert sur le pic pétrolier aux USA intitulée « Nuclear Energy and the Fossil Fuels »	Catastrophes de Kychtym/Mayak (longtemps tenue secrète) et Windscale (depuis rebaptisé Sellafield), rétrospectivement classées 6 et 5 sur l'échelle INES de 1990	Aux USA, en mars, le <i>rapport Brookhaven</i> alerte sur l'ampleur des conséquences matérielles d'éventuels accidents nucléaires et, à l'automne, le <i>Price-Anderson Act</i> limite drastiquement la responsabilité civile des exploitants et industriels du nucléaire. En décembre, couplage au réseau de Shippingport, 1^{er} réacteur électronucléaire. En France, le 2^e plan de développement nucléaire vise 850 MW en 1965	1^{er} janvier : entrée en vigueur du traité Euratom. Déclassification des recherches militaires sur la fusion atomique (dont les tokamaks soviétiques, ancêtres d'ITER)
1954		1956	1957		1958

Signature de l'accord qui inféode l' OMS à l'AIEA. Lancement de la construction du surgénérateur Rapsodie à Cadarache. Protestations des pacifistes de « Contre la Bombe »	Explosion en Algérie de la première bombe A française . La Convention sur la responsabilité civile dans le domaine de l'énergie nucléaire, dite <i>Convention de Paris</i> , transpose pour l'Europe le Price-Anderson Act	La <i>Tsar Bomba</i> , la plus puissante jamais réalisée (plus de 50 Mt), explose en Nouvelle Zemble. Au Congo ex-belge, l'éventualité d'une nationalisation des mines d'uranium du Katanga (d'où provenait l'uranium du projet Manhattan) contribue à l'assassinat de Patrice Lumumba	Création par Jean Pignero de l'Association contre le danger radiologique (ACDR), qui deviendra en 1966 l'Association pour la Protection contre les Rayonnements Ionisants, puis l' AIPRI qu'il fondera en 1993 avec le Belge Maurice-Eugène André	Début de la construction de l'usine d'extraction de plutonium de La Hague pour pallier une éventuelle indisponibilité de Marcoule. Elle sera recyclée dans le « civil » dans les années 70, époque où démarreront les luttes contre la pollution atomique de La Hague (rejointes par Didier Anger en 1972)	En octobre, apogée de la Guerre froide avec la crise des missiles de Cuba (suite à la tentative des USA de renverser Fidel Castro en 1961 après la nationalisation des raffineries de pétrole)
1959	1960	1961	1962		

Fondation par Jean Rostand, Claude Bourdet et des membres du PSU, du Mouvement Contre l'Arme Atomique , qui deviendra en 1968 le Mouvement pour le Désarmement, la Paix et la Liberté et qui travaille avec des pacifistes comme Louis Lecoin. Traité d'interdiction partielle des essais nucléaires (craintes suscitées par les contaminations au strontium des dents des enfants...) : les USA, l'URSS, la GB cessent leurs essais atmosphériques. La France les poursuivra jusqu'en 1974, la Chine en 1980	Lancement du SNLE <i>Le Redoutable</i> , premier sous-marin nucléaire français. Service actif de 1971 à 1991	16 mai : l'Assemblée nationale française adopte la loi dérogatoire sur la responsabilité des exploitants d'installations nucléaires	Suisse : fusion du cœur du réacteur de Lucens et démarrage de Beznau , aujourd'hui le plus vieux réacteur d'Europe et presque du monde (Tarapur 1, en Inde, le devance de quelques semaines)	France : fin de la filière Uranium Naturel Graphite Gaz : <i>manifestations de physiciens et membres du CEA contre son abandon</i> (indépendance nationale, quantité d'uranium, etc.). Peu après, fusion de cœur à Saint-Laurent-des-Eaux A1 (niveau 4, qualifié à l'époque d'incident). Comme Pompidou, dont la famille a des intérêts chez General Electric, tombe malade, c'est finalement Westinghouse (filière Giscard) qui emportera le marché des <i>réacteurs à eau sous pression</i>	La politique de détente amène le <i>début de l'opposition spécifique et de masse au nucléaire civil</i> (on est au 3° programme électronucléaire) qui sera, avec les autres ravages des bétonneurs, à l'origine de l'écologie militante en France.
1963	1967	1968	1969		

Dénonciations très argumentées mais surtout <i>demandes de moratoire, lutte contre les constructions de centrales, scénarios de non-entrée dans le nucléaire (Alter, etc.) grâce aux énergies alternatives, autres modèles de société que le consumérisme productiviste</i> . Après 68, l'argument <i>génétique</i> devient politiquement incorrect ; l'anti-autoritarisme prime. À l'époque, la CFDT est contre le nucléaire (et pour le charbon)	Le mathématicien Alexandre Grothendieck lance avec Pierre Samuel et Claude Chevalley le groupe Survivre , qui deviendra <i>Survivre et vivre</i>	Création des Amis de la Terre France (qui encourageront bientôt celle de Greenpeace France) Première manifestation contre Fessenheim (lancement de la construction) à l'initiative du Comité de Sauvegarde de Fessenheim et de la plaine du Rhin) Pierre Fournier (<i>Charlie Hebdo</i>) lance la première manif au Bugey	Campagne de René Dumont ; création du Mouvement écologique (ME) par Solange Fernex, Antoine Waechter, Philippe Lebreton. Giscard « <i>Les centrales nucléaires ne seront pas imposées aux populations qui les refusent</i> ». Evelynne Baylet, le 16 mai 1975 « <i>Quelles que soient les retombées économiques, la vie des gens vaut davantage</i> »	Création du CRILAN contre le projet de centrale à Flamanville	Création du Groupement des Scientifiques pour l'Information sur l'Energie Nucléaire , que les Belbéoch quitteront en 2004 (ambiguïtés de l'expertise des physiciens...)
	1970	1971	1974	1975	1976

Manifestation contre le surgénérateur de Creys-Malville (mort de Vital Michalon) ; libertaires, écolos de tous poils, maos... tout le monde n'a pas les mêmes intérêts. Raccordement au réseau électrique de Fessenheim 1 et 2 ; création de la première CLI nucléaire (commission locale d'information)	Création du World Information Service on Energy. <i>L'Autriche renonce à mettre en service sa première et dernière centrale nucléaire</i> (Zwentendorf). Son refus du nucléaire sera inscrit dans la constitution en 1999	Le film <i>Le syndrome chinois</i> sort en mars aux USA, 12 jours avant la fusion de cœur partielle à Three Mile Island , sur un type de centrale analogue à celles qui sont alors construites en France. Fin des nouveaux projets électronucléaires aux États-Unis	Création à Dijon du Mouvement d'écologie politique (MEP) qui deviendra en 1982 Les Verts-Parti écologiste, puis fusionnera en 1984 avec Les Verts Confédération écologiste	Création de l'Agence Nationale pour la gestion des Déchets RA dioactifs, qui hérite du Centre de stockage de la Manche (1969) et deviendra en 1991 indépendante du CEA	Le 13 mars, fusion partielle du cœur de Saint-Laurent-des-Eaux A2 (niveau 4, plus grave que celle de 1969)
1977	1978	1979			1980

Le nucléaire devient de gauche. Plogoff ne se fait pas, Golfech se fera ; ses 30 ans sont prévus pour 2020 et 2023. Même trahison dans les Ardennes : la construction de Chooz B1 et B2 démarre en 1984 et 1985. C'est Mitterrand qui inaugurera le plus de réacteurs et autorisera le plus d' « essais » nucléaires	<i>Début de la « concertation » avec les ONG</i>, multiplication des lieux « d'information » et arènes de discussion sur l'amélioration de la « sécurité ». <i>Professionnalisation progressive des associations</i> ; accroissement du degré d'expertise (d'où démotivation du commun des mortels, délégation de militance...) Suivront les débauchages/neutralisations de militants écolos avec leur entrée en politique, la multiplication des scrutins électoraux, les ouvertures des listes à la « société civile »...	Les services secrets français coulent le Rainbow Warrior de Greenpeace, qui faisait route vers Mururoa pour protester contre les essais nucléaires	À Tchernobyl, l'explosion catastrophique du réacteur 4 n'entraîne aucune « sortie » du nucléaire (la centrale ne fermera que fin 2000, et aujourd'hui, l'Ukraine compte encore plus de réacteurs qu'à l'époque). Face aux mensonges officiels en France, émergence d'associations citoyennes de surveillance de la radioactivité : CRIIRAD à Valence, ACRO en Normandie	Création du Comité Stop Nogent, qui s'oppose à la mise en service de cette centrale proche de Paris et, au vu de l'ampleur des catastrophes possibles et de l'impossibilité d'y faire face de manière démocratique, prône <i>l'arrêt en urgence</i> des réacteurs existants <i>par tous les moyens immédiatement disponibles</i>.
1981		1985	1986	

Mais difficile pour des écolos français d'assumer des demandes de fermeture (impression de gaspillage si on arrête une fois tous les frais engagés, illusion de pouvoir profiter du démantèlement de la filière charbon pour développer les renouvelables...). Et les formations politiques peinent à faire passer ces questions en tête de leurs priorités, au risque d'alliances qui brouilleraient les clivages idéologiques. Faute de morts immédiates qui pourraient mobiliser, les riverains les plus inquiets quittent les sites, laissant le champ libre à EDF	Accident de Goiânia au Brésil (niveau 5). Au moins 4 morts et 245 personnes contaminées par une source de radiothérapie au Cs 137	Colloque « Nucléaire, santé - sécurité » organisé à Montauban (siège de la CLI de Golfech) par le Conseil Général du Tarn-et-Garonne ; Pierre Tanguy (EDF) : « <i>On ne peut exclure que dans les dix ou vingt ans à venir un accident nucléaire civil grave se produise dans l'une de nos installations.</i> » Début de la construction de Civaux, sur une rivière dont EDF a toujours jugé le débit insuffisant. Qu'importe ? René Monory aura sa centrale, à 45 mn du Futuroscope	<i>L'Italie ferme ses deux derniers réacteurs</i>, suite au référendum intervenu en 1987 (confirmé par un autre, prévu pour relancer la filière, mais qui aura lieu, par chance, en 2011).	3 irradiés à Forbach (Moselle) lors de la maintenance d'un irradiateur industriel (classé niveau 3). Le plus touché mourra à 42 ans, en 2007. Dominique Voynet, tout juste élue députée européenne, renonce à son siège pour devenir porte-parole nationale des Verts et s'oppose aux tenants du « ni droite ni gauche, l'écologie n'est pas à marier »
1986	1987	1988	1990	1991

Validation de la stratégie de « gauche plurielle » du parti vert, qui le conduit à <i>renoncer</i> à son programme politique de <i>sortie du nucléaire en un septennat</i> au profit de scénarios techniques sur 20-25 ans. À la commission Énergie, les physiciens cèdent peu à peu la place aux énergéticiens. Du coup, Stop Nogent publie son 1^{er} scénario de sortie en urgence	Parution de la BD <i>Le nucléaire détrôné</i> (Antoine Bonduelle, Inestene, Silence, Greenpeace, Les Verts...). La préface d'Hélène Crie résume le changement d'orientation : « <i>La nouvelle vague antinucléaire joue finement : elle ne réclame plus l'arrêt immédiat des centrales en activité, se contentant d'exiger une sécurité accrue, mais parie sur l'immense gisement d'économies d'électricité qui reste à exploiter, en France et dans le monde.</i> »	On découvre aussi dans cette BD la définition du négawatt : « <i>dû à Amory Lovins, cette expression désigne littéralement le kilowatt économisé. Comme le kilowatt des débuts, c'est d'abord une construction intellectuelle, mais qui prend forme une fois le marché établi. Pour vendre du négawatt, les compagnies proposent à leurs clients (des industries ou des compagnies électriques) de réaliser des économies d'électricité, qui seront facturées comme s'il s'agissait d'une nouvelle centrale.</i> »	Démarrage de la production industrielle de MOX (mélange d'oxydes d'uranium et de plutonium) dans l'usine Melox près de Marcoule. Allemands et Japonais seront les principaux clients étrangers. Enquête publique en vue du démantèlement de Brennilis (Finistère), petit réacteur à eau lourde et CO₂ à l'arrêt définitif depuis 1985. C'est le début d'un long feuilleton... Quelques semaines avant les 50 ans d'Hiroshima, le président Chirac ordonne une dernière campagne de essais nucléaires dans le Pacifique. La France signera le TICE (traité d'interdiction complète des essais nucléaires) l'année suivante
1993	1994		1995

La suspension par Chirac du service militaire (créé en 1905) achève de mettre le pacifisme militant au second plan au profit de « l'humanitaire » et entraîne une crise dans les milieux associatifs en les privant de précieux objecteurs de conscience. Malgré les luttes locales, connexion au réseau de Chooz B1 (B2 en 1997), 1 500 MW (la Mise en Service Industriel n'interviendra toutefois qu'en 2000 : visiblement le nouveau « palier N4 » n'est pas au point). La date hypothétique de fin de sortie progressive du nucléaire s'en trouve repoussée à 2026-27 (30 ans) voire 2036-37 (40 ans) ou même 2040 si on se base sur la MSI	Dominique Voynet laisse à son suppléant socialiste son siège à l'Assemblée nationale pour devenir ministre de l'Environnement de Jospin. Ses conseillers énergie sont Bernard Laponche et Pierre Radanne. Elle signera le décret de réalisation du labo de Bure. La fermeture de Creys-Malville suscite de grands espoirs chez les écologistes, sans analyse de sa spécificité.	Dissolution des « Européens contre Superphénix », basés à Lyon, et création du Réseau Sortir du nucléaire (qui comptera parmi ses permanents nombre de membres ou sympathisants des Verts). Les groupes du Sud-Ouest (Golfech raccordée au réseau en 1990 et 1993 malgré des luttes depuis 1974) y sont très impliqués, en principe favorables à l'arrêt immédiat... mais aussi à une fédération large.	La Charte de compromis rédigée à <i>Agen</i> lors de la première AG du RSDN dit « <i>nous, citoyens, scientifiques, élus, associations, entreprises... voulons une décision immédiate de sortie du nucléaire</i> ». Cela privilégie la voie du salut par les urnes et présuppose que la décision détermine la pratique (pour la législation sur l'IVG, par exemple, ce fut l'inverse) ou que toute décision politique, fût-ce à long terme, est automatiquement appliquée. Côté moyens, cette charte fondatrice prévoit, outre l'essor des renouvelables et les économies d'énergie,
1996	1997		

« le recours, en phase transitoire, à des techniques de production énergétique les moins néfastes possible pour l'environnement (centrales au gaz, cogénération...) » Mais même le gaz et la cogénération massive disparaîtront vite de la prose du RSDN au profit des seules EnR à petite échelle, ou d'un éolien industriel au rythme de déploiement insuffisant pour entraîner des fermetures de réacteurs. Très vite, priorité sera donnée au volet « déchets » (censé être le talon d'Achille) et à la lutte contre les nouveaux réacteurs (EPR) initialement portée par Greenpeace. Les différentes luttes en principe fédérées se retrouvent	en pratique souvent en concurrence, faute d'un horizon temporel clair qui permettrait de tout articuler. Jugeant le RSDN plus centré sur un temps long politicien et une vision champêtre de la production d'électricité (qui ignore les problèmes propres aux grandes agglomérations) que sur une réelle volonté d'arrêt pour éviter la catastrophe, Stop Nogent refuse de s'y associer (cf. courriers reproduits dans la Lettre n° 75 du comité Stop Nogent) et publie <i>Il faut sortir de l'impasse nucléaire avant la catastrophe, c'est possible !</i> actualisation étoffée de son scénario de 1993.	La CRIIRAD alerte les cheminots sur la contamination des conteneurs de « combustible » usé transportés par la SNCF	Au Belarus, arrestation politique du Pr Youri Bandajevski, dont les découvertes sur les effets des faibles doses de césium dérangent. Malgré la mobilisation internationale, il ne sera libéré qu'en 2006. Au Japon, accident de criticité (fissions incontrôlées) à Tokai-mura (classé 4) dans une usine de conversion d'uranium. Décembre : raccordement au réseau de Civaux 2 ; MSI des deux réacteurs en 2002. L'horizon théorique de sortie progressive recule d'autant. Inondation du Blayais lors de la grande tempête, quelques semaines après la création de <i>Tchernoblaye</i>. Les précautions prises en vue du bug de l'an 2000 contribuent à sauver la centrale d'une catastrophe certaine
		1998	1999

<i>Atomkonsens</i> pour une sortie progressive du nucléaire en Allemagne. L'AG du RSDN vote l'élaboration d'un scénario de sortie la plus rapide concevable, quitte à recourir à des rationnements ; il faudra des années de bâtons dans les roues divers et variés pour que ce projet aboutisse en partie... (voir 2007)	On arrive aux 25 ans du parc Giscard, date à laquelle le nucléaire était censé s'arrêter tout seul pour peu que soit bloquée la construction de nouveaux réacteurs. Relance du projet de fusion nucléaire par le fin tacticien qu'est Chirac : avec ITER, l'horizon de sortie du nucléaire, c'est plus jamais. Dans les médias, même écolos, la pollution atmosphérique tend à être ramenée aux seuls gaz à effet de serre (et les GES au seul CO2). EDF, qui avait mis la pédale douce sur le sujet après 1986, exulte	11 septembre à New York, effondrement des tours du World Trade Center. 21 septembre à Toulouse, explosion de l'usine AZF, illustration pratique des difficultés de confinement, de respect des consignes, d'évacuation, d'indemnisation, etc. lors d'un éventuel accident nucléaire	À la présidentielle, le MEI de Waechter sera le seul à mettre encore en avant l'arrêt rapide du nucléaire (« <i>Des centrales moins polluantes au gaz et au charbon peuvent assurer la transition</i> ») avant de basculer lui aussi dans le refus démagogique de tout emploi (visible) du charbon, même pour fermer des réacteurs	Grand débat public sur l'énergie ; parution du <i>premier scénario négaWatt</i> (suivants : 2006 et 2011)
2000	Début du XXI^e siècle	2001	2002	2003

Loi de « sortie » du nucléaire en Belgique , présentée comme exemplaire mais qui prévoit l'exploitation des réacteurs jusqu'à 40 ans et subordonne leur arrêt à l'existence de moyens de remplacement. Les écolos français applaudissent ; les écolos belges moins. En décembre, Areva et Siemens signent avec TVO le contrat pour l' EPR finlandais , censé être livré en 2009, et que les Finlandais attendent toujours...	EDF, qui était un Établissement public à caractère industriel et commercial, devient une Société anonyme. L'année précédente, pour enjoliver les bilans, François Roussely avait passé de 30 à 40 ans la durée d'amortissement des réacteurs (rebelote en juillet 2016 > 50 ans)	Dans un contexte d'ouverture du marché de l'électricité, création d' Enercoop par un groupe d'associations pour tenter de peser sur la politique énergétique lors des présidentielles suivantes	La centrale de Forsmark passe à deux doigts d'un accident majeur, ce qui n'empêchera pas la Suède de lever en 2009 son moratoire sur la construction de nouvelles centrales (en 1980, suite à référendum, le pays avait décidé d'une sortie de l'électronucléaire avant 2010)	30 ans de Fessenheim , l'AG du RSDN a lieu en Alsace. Hormis un vague vœu pour la fermeture de la centrale, priorité reste donnée à la lutte contre les nouveaux réacteurs, présumée plus rapidement « gagnable ». La Charte atteint les limites de sa capacité à rassembler les antinucléaires convaincus. Publication par le RSDN de l' <i>Étude sur des sorties du nucléaire en 5 et 10 ans</i> mais... <i>après</i> la présidentielle, contrairement à ce qui avait été prévu (une campagne d'interpellation des candidats sur l'EPR ayant été privilégiée à la dernière minute).
	2004	2005	2006	2007
26 avril : Début des vigies quotidiennes d'Independent Who devant l'OMS En juillet, un séisme de magnitude 6,8 entraîne l'arrêt total de la plus puissante centrale nucléaire du monde, Kashiwazaki-Kariwa , exploitée par TEPCO Grenelle de l'Environnement ; Greenpeace quitte le RSDN	Création du collectif « Areva ne fera pas la loi au Niger » (Attac, Cedetim, Collectif Tchिनaghen, LCR, Les Verts, Réseau Sortir du nucléaire, Sud Energie – Solidaires, Survie, Via Campesina). Les Allemands apprennent la contamination en césium 137 de la mine de sel d' Asse , censément étanche, où des fûts de déchets radioactifs ont été entreposés à partir de 1967 et où de l'eau s'infiltré depuis 1988. Élections européennes : le RSDN lance une campagne « <i>Ni nucléaire ni effet de serre</i> »	L'administration Obama rejette, pour cause d'instabilité géologique, le stockage de déchets radioactifs à Yucca Mountain , qui devait démarrer en 2012	Octobre : rassemblement anti-nucléaire calamiteux (politiquement et financièrement) à Colmar . <i>Fin 2009 et début 2010, le RSDN, paralysé par une surréaliste grève des salariés pour faire licencier leur collègue Stéphane Lhomme, sera médiatiquement inexistant lors des élections régionales.</i>	La <i>Lituanie</i> ferme son dernier réacteur nucléaire ; la mise en service du réacteur de Bouchehr, en <i>Iran</i> , maintiendra toutefois à 31 le nombre des États un tant soit peu électronucléarisés.
2007	2008	2009		
Début des tentatives de refondation du RSDN. En octobre, Angela Merkel revient sur la sortie du nucléaire en Allemagne et prolonge l'exploitation des centrales. Le prototype de « réacteur de 4 ^e génération » ASTRID (surgénérateur au sodium, projet lancé par Chirac en 2006) bénéficie du label <i>Investissements d'avenir</i> dans le cadre du « grand emprunt » lancé par Sarkozy	Une semaine après Fukushima (et juste avant une AG du RSDN qui s'annonçait houleuse), lancement de l'Appel « Nucléaire, nous voulons avoir le choix » signé par de nombreuses formations politiques. Il passera à la trappe dès mai : pas d'interpellation d' « amis » ou « alliés » pendant la présidentielle... Du coup, <i>fin des nombreuses manifestations citoyennes spontanées, faute de débouchés.</i>	8 réacteurs allemands sont mis à l'arrêt définitif en août ; la Suisse décide de « sortir » du nucléaire... en fermant ses cinq réacteurs à 50 ans (entre 2019 et 2034) sans exclure des prolongations à 60 ans ! ; les Pays-Bas maintiennent l'exploitation jusqu'à 60 ans de leur unique réacteur, Borssele , mis en service en 1973 (après décision en 1994 de le fermer en 2004, il avait été décidé en 2002 de repousser l'arrêt à 2013, puis décidé en 2006 de l'utiliser jusqu'en 2033).	Le site Gen IV, qui suivait de près la catastrophe au plan technique, disparaît au bout d'un an, son animateur étant écoeuré du peu de résultats. D'autres Veilleurs de Fukushima tiennent bon depuis 5 ans, mais une certaine usure se fait sentir	EELV reste sur une ligne politique de « sortie » en 20 ans. Après l'élection de François Hollande, incapacité des antinucléaires associatifs et politiques à exiger la fermeture effective de Fessenheim, pourtant promise par le candidat, et qu'il repousse bien entendu à la fin de son quinquennat, c'est-à-dire au mieux aux 40 ans de la centrale
2010	2011			2012
Déraillement d'un train de déchets nucléaires à Drancy. Après ceux de Saint-Laurent-des-Eaux, Gravelines, Dampierre, Tricastin et Chinon, le Blayais 4 devient le 23 ^e <i>réacteur français moxé</i>	Au Barp en Gironde, entrée en service du laser Mégajoule (simulation d'essais nucléaires, mise au point de <i>mininukes</i> ...). 20 ans après le lancement du projet Au Nouveau-Mexique, gros rejets de transuraniens d'origine militaire suite à un incendie au WIPP , 15 ans à peine après l'ouverture de ce centre pilote d'enfouissement en profondeur	Des membres d'EELV, du PG, du Partit Occitan, cosignent avec le PCF une demande ambiguë de relocalisation de l'usine de fabrication de combustible nucléaire qui se trouve à Narbonne : « <i>nous saisissons l'actualité de la restructuration d'Areva et du débat public lors des élections régionales [...] pour exiger la mise en place des conditions de fermeture du site de Malvésí, et pour permettre la relocalisation de la part de production de carburant nucléaire encore incompressible sur une zone à faible densité de population.</i> » Avec 35 réacteurs (24 GW), la Chine assure... 3 % de sa production d'électricité	Février : au Congrès du RSDN, l'équipe élue en 2015 pour le refonder jette l'éponge. Elle lance en mai le collectif « Arrêt du nucléaire », dont les premières Journées d'études ont lieu début septembre au CUN du Larzac.	
2013	2014	2015	2016	

Cette chronologie est inévitablement partiiale et partielle.
Aidez-nous à la compléter !

